



Sahara et nomadisme. L'envers du décor

Hélène Claudot-Hawad

► To cite this version:

Hélène Claudot-Hawad. Sahara et nomadisme. L'envers du décor. Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, 2006, 111-112, pp.221-244. halshs-00294231

HAL Id: halshs-00294231

<https://shs.hal.science/halshs-00294231>

Submitted on 8 Jul 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sahara et nomadisme L'envers du décor¹

Hélène CLAUDOT-HAWAD

" ... tout un travail de découpage
du tissage, pièce par pièce,
ruban par ruban."
(Emeslag ag Elaglag, 1996, p. 160).

Tente déchiquetée, corps mutilé, trame déchirée... Ces images reviennent en leitmotiv dans les discours touaregs pour exprimer la situation du pays ou de la société dans l'ordre politique moderne². Les mots employés évoquent la violence d'une action de fragmentation, d'amputation, d'amoindrissement. Ils traduisent le passage d'une entité perçue comme un assemblage ordonné et doté de sens - qu'il se décline dans le registre architectural, corporel ou textile - à un état de destruction qui l'empêche de remplir sa fonction. Ainsi la tente ne peut plus protéger, ni le corps se mouvoir, ni l'étoffe revêtir. Reconstruire, souder, riveter, recoudre, sont alors les actions réparatrices envisagées pour essayer de remédier à la situation. Sans exception, ces tentatives consistent à relier les parties disjointes. Dans ce contexte, la métamorphose douloureuse du pays s'énonce clairement comme une rupture dont se dégage un sentiment d'insécurité, de menace et de mort.

Comment interpréter une telle perception et à quelles réalités fait-elle écho ? Qu'entendre du vœu lancinant, exprimé dans les entretiens, les manifestes, les poésies et les chants touaregs d'aujourd'hui, et qui consiste à "raccommoder les déserts" ?

Cet article s'appuiera sur des enquêtes menées en pays touareg dans l'Arabenda sur la boucle du fleuve Niger du côté malien, dans l'Aïr du côté nigérien et dans les camps de réfugiés au Burkina Faso entre 1989 et 2000, décennie marquée par le soulèvement armé touareg au Niger et au Mali. Il s'intéressera à la manière dont les Touaregs

¹ Cet article reprend en grande partie une contribution intitulée : "A Nomadic Fight against Immobility : the Tuareg in the Modern State", parue dans l'ouvrage *Nomadic Societies in The Middle East and North Africa: Entering the 21st Century*, sous la direction de Dawn Chatty, Brill, 2004.

² Voir par exemple les témoignages touaregs publiés in Claudot-Hawad et Hawad (éds), 1996.

envisagent aujourd'hui leur nomadisme et leur avenir dans un environnement écologique, politique, économique, social et culturel en complet bouleversement.

Aux confins des Etats

Les Touaregs vivent au Sahara central et sur ses franges sahéliennes. Leur langue appartient à la grande famille linguistique du berbère (appelé *tamazight* au Maghreb). Ils se désignent eux-mêmes par une appellation qui prend des formes locales variées: *Imajaghen*, *Imuhagh*, *Imushagh* ou encore *kel tamashaq* utilisé à l'ouest. Leur nombre est estimé à plus de 3 millions d'individus du point de vue touareg et à 1,5 millions si l'on se réfère aux sources administratives officielles. La variabilité de ces chiffres - auxquels ne correspond aucun recensement fiable - est à la mesure de l'enjeu politique que représente la démographie ethnique dans les Etats africains actuels.

Les Touaregs relèvent aujourd'hui de cinq pays différents créés dans les années 1960 à l'issue du processus de "décolonisation" : la Libye, l'Algérie, le Niger, le Mali et le Burkina Faso (ancienne Haute-Volta). Ces formations politiques récentes, construites sur le modèle occidental de l'Etat-nation, ont produit des territorialités d'un nouveau type. Dans chacun de ces espaces étatiques, les zones désertiques fréquentées par les nomades occupent la périphérie. Toutes se trouvent situées à des centaines, voire à des milliers, de kilomètres des nouveaux centres de pouvoir, aux confins les plus reculés des capitales modernes, qu'elles soient méditerranéennes comme Tripoli et Alger, ou sahéliennes comme Bamako, Niamey et Ouagadougou. C'est pourquoi les Etats modernes apparaissent au Sahara comme de véritables fabriques à minorités, reléguées aux marges des nouvelles centralités – sédentaires et urbaines – et par ailleurs séparées de leurs anciens pôles d'attraction.

Un premier constat se dégage : en moins de cinq décennies, le mode de vie nomade a drastiquement régressé. Il a quasiment disparu en Algérie et en Libye, où une politique systématique de sédentarisation a été menée dans les années 1970-1980. Il est en forte dégradation et diminution dans les Etats sahéliens, où les nomades étaient pourtant, dans les années 1960, les plus nombreux et les plus riches parmi les Touaregs et plus largement parmi les populations sahariennes. Ce recul est directement subordonné aux graves crises qui ont affecté ces régions : les unes, souvent évoquées comme une fatalité naturelle, sont climatiques et écologiques (sécheresse de 1974 et de 1984), mais elles sont étroitement liées aux autres, politiques et militaires, et enfin économiques et sociales. L'interaction de ces facteurs a mis en danger les populations du désert, et tout

particulièrement les nomades. Elle a rendu la survie de plus en plus aléatoire, risquée et hasardeuse dans les espaces arides qui se vident progressivement de leurs habitants.

Le corps du monde

Les Touaregs se représentent eux-mêmes comme un corps social qui, avant l'instauration de l'ordre colonial, au début du XXe siècle, est constitué de quatre grands pôles politiques aux relations complexes : au nord-est l'Ajjer, au nord-ouest l'Ahaggar, au sud-est l'Aïr et au sud-ouest la Tademekkat, auxquels s'ajoute une cinquième formation alors en voie de constitution, l'Azawagh, appelé aussi la Tagaraygarayt, c'est-à-dire le "milieu", "l'intermédiaire" dans un sens politique davantage que géographique.

L'organisation de l'ensemble est assimilée symboliquement à la charpente d'une tente ou à l'anatomie du corps humain. Ce parallèle renvoie à plusieurs principes. D'une part, il exprime une vision organique de la société, perçue comme une construction articulant des éléments différents mais complémentaires. D'autre part, il met en avant la fonction de protection de cet assemblage, soit parce qu'il constitue un abri semblable au velum de la tente, soit parce qu'il permet la motricité et l'autonomie du corps. Le troisième principe à l'œuvre est le caractère dynamique attribué à toute chose, tout élément, tout être, perçus en mouvement sur un parcours cyclique universel, semblable à celui de l'univers. Ainsi, chacun avance et se métamorphose ; le corps étire ses membres et la tente son velum en élargissant la portée de ses piquets. Plutôt que les parties qui constituent le tout et se trouvent en mutation constante, cette perspective met en valeur les liens qui les unissent : c'est pourquoi les rôles de médiateurs, incarnés dans les institutions anciennes par diverses figures sociales (chef-arbitre, religieux, affranchi...) ³ ou encore la fonction des lieux de rencontre et de jonction placés à l'intersection des territoires (routes, parcours, puits, marchés, villes...), sont si importants dans cette construction.

Cette structure s'applique à toute formation sociale et territoriale, quelle que soit son extension. L'homologie de nature postulée entre la société, le territoire, la maison et le corps, permet de passer d'un registre métaphorique à l'autre. Le vocabulaire politique rend compte des transferts sémantiques établis entre ces domaines : ainsi, les entités politiques et sociales sont désignées par des noms empruntés à l'anatomie humaine ("poignet", "cuisse", "hanches", "poitrine"...)⁴. De même les noms propres de

³ Voir à ce sujet Claudot-Hawad, 1996.

⁴ Voir Claudot-Hawad, 1990.

nombreuses confédérations de tribus appartiennent au vocabulaire de la tente et de ses espaces intérieurs, auxquels correspondent également les diverses parties du territoire.

La « mise en corps » du monde environnant, inculquée et assimilée dès l'enfance, fonctionne comme un outil de décodage de réalités d'ordre divers et un mode de construction de soi et des relations à autrui.

Ce corps imaginé, projeté dans des sphères multiples - corps humain, corps social, corps territorial... - possède une particularité : il est pensé en mouvement. C'est pourquoi les articulations qui lui permettent de bouger apparaissent essentielles. Leur blocage ou leur dysfonctionnement rendent le corps vulnérable.

Ce double processus de corporéité et d'incorporation du monde marque, d'une façon plus ou moins affirmée selon les générations, les conceptions et la sensibilité autant que les pratiques et les stratégies des acteurs sociaux. Les rapports au territoire, à la nature et à l'espace apparaissent souvent imprégnés de la logique de ce système.

Dans cette perspective, le nomadisme n'apparaît pas seulement comme un mode de vie itinérant associé à une activité économique particulière, c'est-à-dire le pastoralisme, pratique de gestion extensive des ressources adaptée à l'environnement aride. Il représente également une philosophie, une manière de voir les réalités et d'agir sur elles. Il contient un modèle sous-jacent de société qui se fonde sur l'idée que, d'une part, toute entité possède un caractère composite, comme le corps formé de membres différents ; que, d'autre part, la tension entre les éléments distincts mais équivalents est nécessaire pour stimuler le système et le rendre dynamique ; et enfin que les relations entre les parties doivent être constamment négociées et rééquilibrées pour les articuler harmonieusement.

Cette position implique un dispositif de savoirs et de pratiques mis en œuvre pour préserver d'une manière ou d'une autre la bonne « marche » du monde, c'est-à-dire à la fois sa continuité et sa croissance. Elle repose sur la capacité à produire et à gérer des relations durables entre des éléments distincts en transformation constante.

L'art d'être nomade

Parmi les savoirs enseignés, l'éducation touarègue met l'accent sur toutes les compétences qui permettent la mobilité, la communication et l'adaptabilité à des

situations inédites⁵. La posture adoptée par rapport à la transmission même des connaissances fait clairement le choix de la pluralité et du syncrétisme, plutôt que de l'unicité et de l'exclusivité. L'excellence dans l'éducation d'un Touareg se construit comme celle d'une position généalogique prestigieuse : être de « bonne naissance » dans ce contexte signifie en effet cumuler les attaches parentales à différents lignages, plutôt qu'à un seul⁶. De même, apprendre correspond moins à l'acquisition d'une "tradition" par définition orthodoxe qu'à la recherche d'ouvertures sur l'extérieur. La quête de connaissance, comme le montrent divers itinéraires individuels – voir par exemple Kawsan ag Kedda (Claudot-Hawad, 1990, 1993, 2000), Mohamed Ali ag Attaher Insar (1990, 1996), Hawad (1990, 1998) – se nourrit d'expériences les plus diversifiées possibles et cherche à éviter le cloisonnement. Elle puise explicitement à plusieurs sources, avec l'idée cependant que les savoirs extérieurs ne sont profitables qu'à la condition de pouvoir les trier et les contenir (*eseluji*) pour les recycler en une synthèse originale, obtenue grâce aux savoirs de l'intérieur de la société. Cette position à la fois ouverte et critique par rapport à la connaissance s'illustre de façon multiple.

Par exemple, une jeune femme touarègue originaire d'un milieu érudit sur le plan religieux explique son double cursus à la *medersa* et à l'école française dans les années 1980 par le fait que son père "pensait que le savoir, c'est autre chose que la religion. Le savoir pour lui se trouve *dans toutes les cultures* et il faut le chercher partout" (Welet Halatine, 1998, p.30). De même, les parcours savants ou initiatiques de nombreux Touaregs sont fondés sur un éclectisme volontaire, qui ouvre donc à des horizons de pensée multiples.

On comprend dans ce contexte la valorisation du *tikruru*, figure du métis culturel qui maîtrise les codes de plusieurs mondes, sans être aliéné à aucun. L'éducation nomade se soucie de donner aux enfants les moyens de nouer des relations avec le monde extérieur et de s'inscrire dans des réseaux sociaux aussi vastes que possibles. L'une des épreuves auxquelles sont confrontés les enfants au seuil de leurs sept ans, par exemple, est d'identifier avec précision l'origine, l'appartenance et la fonction sociales d'un visiteur (Hawad, 1998). La capacité mémorielle est travaillée pour être en mesure de situer ce dernier, s'il s'agit d'un Touareg, non seulement dans une entité politique et une région particulières, mais également pour déterminer sa position généalogique précise dans un

⁵ Ces compétences permettent de répondre à la double exigence qui anime toute vie: se protéger tout en avançant, démarche exprimée en touareg de manière diverse : « édifier une maison et défricher le vide », « construire un abri et ouvrir une route », « faire étape et reprendre la marche ».

⁶ Sur ce point, voir Walentowitz, 2003, p. 225-230.

lignage dont il faut connaître les maillons. Il est toujours étonnant pour un étranger d'assister à ce type d'exercice virtuose qui permet à une personne éduquée de citer les ancêtres et les proches d'un individu qu'il n'a jamais rencontré auparavant. Cette habileté à reconstituer rapidement l'entourage parental d'une personne - quels que soient son milieu d'origine et sa distance géographique - marque l'importance sociale ou individuelle de celui qui sait l'assumer.

De même, la formation reçue permet de mémoriser dans les moindres détails un nombre important de situations et de faits, capacité qui amène à reconnaître, par exemple, un individu rencontré dix ans auparavant pendant quelques minutes sur une piste du désert dans un lieu géographique et un contexte situés et décrits avec précision.

L'éducation des enfants chez les Touaregs montre à quel point l'acquisition de savoirs variés appartenant à divers horizons socioculturels est valorisée. Jusqu'aux années 1970, par exemple, les garçons des milieux nobles de l'Aïr faisaient des séjours d'une ou plusieurs années chez des alliés ou des clients de leurs parents, s'initiant à d'autres langues et à d'autres modes de vie. C'est pourquoi, les hommes – dont le rôle social est d'assurer les relations avec l'extérieur - sont ici au moins bilingues, maîtrisant parfaitement, en plus de leur langue maternelle (*tamajaght*), le haoussa, et selon les cas également l'arabe, le peul, le toubou, sans compter les langues de transmission écrite en cours dans les milieux savants comme le persan, l'araméen, l'hébreu...

La formation au voyage et à la communication interculturelle est l'une des facettes originales de l'instruction nomade (Claudot-Hawad 2002, p. 22-25). Elle permet de tisser les liens qui "bâtissent l'abri", dans tous les sens du terme. L'idée de la charpente protectrice - construite par les parcours matériels ou spirituels des individus - structure fortement les rapports à la société, à la parenté et bien sûr au territoire.

Les jointures de la terre

AmaDal amadal, dit une maxime touarègue, c'est-à-dire "la terre est ce qui protège", ce qui garde, ce qui "couve". Sortis de sa matrice protectrice et nourricière, les enfants de la terre vivent de sa "sueur" et de toutes les humeurs que produit son corps. Mais la terre, comme un ancêtre vénérable, doit être respectée et soignée. Il faut veiller à ne jamais la mettre à nu, à protéger ses membres, ses organes vitaux, sa chair et ses os, afin qu'elle continue d'engendrer et de porter la vie sur son dos. C'est pourquoi les êtres humains ne peuvent couper ni piétiner l'herbe qui croit, ni cueillir des fruits verts, ni consommer de la viande crue, ni utiliser du bois vert, ni gaspiller l'eau... Enfin, pour ne

pas blesser la terre en lui infligeant des eschares, il est préférable de ne pas stationner trop longtemps au même endroit afin de céder la place au vide qui régénèrera les lieux. Les nomades "avancent sur le dos de la terre" en négociant et en partageant chaque étape avec le désert. Il n'est de terre bienfaitrice que la terre parcourue, connue, domestiquée ; la terre modelée par les itinéraires nomades qui ordonnent les incessantes négociations entre soi et le désert ou tout autre altérité ; la terre sur laquelle l'être humain implante ses repères. Ainsi, "sans homme qui marche, il n'y a pas de terre et sans terre, il n'y a pas d'homme" (Hawad, 1986).

Cette proposition renvoie à un usage économique raisonné du sol, géré et ordonné de manière à rendre optimales l'exploitation et la reproduction des ressources. Elle correspond également à des usages sociaux, symboliques et psychologiques du territoire auquel s'identifient les personnes en fonction de leurs appartenances.

Concrètement, toute unité sociale, de la plus petite (le campement) à la plus grande (la société tout entière), est associée à un territoire-parcours extensible selon les saisons et qui croise d'autres parcours, dessinant les trames complexes du vaste maillage territorial et politique touareg. Chaque groupe exerce des droits d'usage prioritaires bien que non exclusifs sur son parcours. Ces prérogatives se déterminent donc par rapport aux mouvements dans l'espace définis par des étapes coutumières, mais aux contours flexibles suivant les conditions climatiques ou politiques.

Les ressources en jeu sont essentiellement les pâturages, les points d'eau naturels ou aménagés (sources, mares, puisards, guelta, puits), le gibier, les produits de cueillette et le bois. Dans l'organisation touarègue, ces biens ne peuvent être appropriés individuellement. Leur contrôle s'établit aux différents échelons de la collectivité, représentés autrefois par des chefs-arbitres qui endossaient la responsabilité de la gestion du territoire par rapports aux groupements voisins et aux instances plus larges. Les espaces territoriaux sont vus comme des emboîtements de corps, chacun jouant dans la figure supérieure le rôle d'une partie du tout.

Le tracé des itinéraires nomades traduit la mise en rapport et en dialogue des deux faces du monde, jugées indispensables l'une à l'autre, aussi opposées que complémentaires, c'est-à-dire la nature sauvage et l'espace domestiqué, ou encore le désert et la tente, l'inconnu et le connu, l'altérité et l'identité, les autres et soi... De même, les routes-frontières ont un rôle fondamental d'interface, lieu de négociation des relations qui permettent de transformer des ennemis potentiels en partenaires. Cette manière d'envisager les limites, en leur prêtant un caractère réversible (d'opposition ou

de lien), s'intègre à une gestion de l'espace ouverte sur l'extérieur, pouvant s'étendre horizontalement comme un "rhizome" pour reprendre l'image didactique de Deleuze et Guattari, en agrégeant au corps existant d'autres membres sans changer la structure d'ensemble. La frontière nomade est donc le lieu par excellence qui offre la possibilité de recruter de nouveaux partenaires et de sortir du connu pour accéder à un maillage social et territorial plus large qui inclut et englobe le précédent.

Cette conception - qu'elle soit prise au sens abstrait ou concret, qu'elle se réalise sous la forme d'une philosophie, d'une superstition, d'un sentiment ou d'une pratique - pose comme condition à la vie la nécessité de fabriquer constamment des *alter ego* en convertissant l'étranger en client. Sans relation tissée entre l'identique et le différent, aucune existence stable n'apparaît possible.

Enjamber la frontière

Etre nomade au Sahara central signifie ainsi pratiquer une mobilité pourvoyeuse non seulement de biens économiques, d'entretien des ressources écologiques, mais aussi créatrice de liens sociaux et symboliques, mouvement assimilé à des valeurs hautement positives. Le nomadisme, perçu comme le contraire de l'errance, suppose des déplacements spatiaux organisés et régulés qui "bâtissent" et remodelent à chaque déplacement le corps politique et territorial, à l'image du corps de l'univers. Dans ce système, l'importance sociale d'un individu ou d'un groupe peut d'ailleurs se mesurer à l'amplitude de sa mobilité et des étapes parcourues. Se déplacer sur des distances lointaines, faire le lien avec des mondes voisins ou extérieurs, signifie en effet être capable de mobiliser un réseau social vaste et donc être puissant. Au contraire, le cantonnement à des espaces restreints prouve le plus souvent l'indigence des relais et des alliés, et le manque de compétences (par exemple politiques, diplomatiques, économiques, linguistiques, culturelles) pour créer des relations avec des espaces sociaux autres que ceux de la proximité immédiate. C'est pourquoi, dans ce schéma, l'autochtonie est un trait définitoire qui n'est généralement accolé qu'aux "pauvres", aux protégés, aux tributaires⁷. L'élite au contraire se définit comme provenant nécessairement d'un "ailleurs" prestigieux, originaire d'un pôle d'échanges réputé où convergent à un moment donné les flux commerciaux, socio-politiques et culturels les plus importants. Les mythes d'origine des groupements touaregs portent la marque des

remaniements opérés en fonction du déclin, de l'abandon ou de l'émergence de ces pôles d'attraction.

Cette organisation valorise donc le caractère composite et flexible de la trame sociale et le rôle essentiel des interfaces et des articulations, qu'elles soient incarnées par des personnages médiateurs ou par des lieux carrefours. La frontière nomade ne représente pas une barrière étanche qui interdirait aux étrangers l'accès aux ressources ou encore le passage (rappelons que les droits sur le sol sont prioritaires, mais non privatifs). Elle est au contraire une ligne de jonction, négociable et fluide. C'est en effet sur les frontières territoriales nomades que sont installés les puits, les marchés, les routes, les espaces sacrés ou les ancrages urbains intégrés autrefois à un système territorial aux ramifications très larges. Dans ce contexte, savoir "enjamber la frontière" - territoriale, mais également sociale, culturelle ou linguistique - est perçu comme une source d'élargissement de soi, d'émancipation et d'ascension sociale. Cette image caractérise la mobilité sociale chez les Touaregs, et les procédés qui autorisent, dans des marges temporelles variées (une ou plusieurs générations) le passage d'une catégorie sociale à une autre ⁸.

Un objet d'un nouveau type : la frontière moderne

Cette conception nomade de la frontière ne peut s'exercer que par défaut dans l'ordre politique moderne, qui véhicule des notions d'identification fondées au contraire sur l'unicité, la permanence et l'exclusivité. L'introduction du modèle de l'autonomie et de l'unicité identitaire, dérivant parfois vers celui de la "pureté", rend possible l'idée d'« égalité » des individualités. En même temps, ce schéma évacue complètement d'autres façons d'appréhender les identités et les appartenances dans leur aspect composite, pluriel, évolutif, fluide, fondées sur des relations de complémentarité et d'englobement des contraires⁹ plutôt que d'opposition et d'exclusion réciproques.

Les limites étatiques ont par définition un contour fixe, inamovible, intangible, et ne sont pas faites pour être transgressées. Elles séparent des entités considérées comme antithétiques. Qu'on les appelle "Etats", "nations", "ethnies", "races", "classes"..., ces objets sociaux variés de la pensée politique moderne se ressemblent en ce qu'ils sont

⁷ Contrairement aux modèles adoptés par la plupart des nationalismes modernes qui survalorisent l'autochtonie (voir par exemple l'imposition massive de ce motif dans les revendications des mouvements berbéristes actuels en Kabylie)

⁸ Voir à ce sujet, Claudot-Hawad 2000.

⁹ Voir sur ce type de logique : Dumont

dotés de frontières par définition non négociables. Dans ce cadre, prendre l'initiative de franchir la ligne de séparation équivaut généralement à se mettre en danger, à devenir hors la loi ou, sur le plan social, à pénétrer dans les zones étranges de "l'hybridité".¹⁰

Au Sahara, la manifestation la plus concrète et immédiate de l'Etat moderne est la frontière. Les cinq frontières qui découpent les vastes territoires de désert et de steppe que géraient autrefois les Touaregs sont directement héritées de l'histoire de la pénétration coloniale. Leurs contours ont été tracés au cordeau en fonction de l'avancée des armées lancées à la conquête du Sahara dès la fin du XIXe siècle : au centre de cet espace, les troupes françaises, les unes venues d'Alger et les autres de Dakar ; à l'est les troupes ottomanes, puis italiennes ; au sud, les troupes anglaises. Pétrifiées en plein désert, les positions de ces armées concurrentes ont prédéterminé les territorialités étatiques. Elles ont d'abord produit des domaines coloniaux administrés de manière distincte, bien qu'intégrés à des logiques d'empire plus larges. Elles ont ensuite servi à définir des entités politiques, juridiques et spatiales devenues singulières. La part saharienne disproportionnée accolée à l'Algérie est liée à la découverte des hydrocarbures au Sahara dans les années 1954, même que l'Etat français comptait conserver à son profit.

Les frontières sahariennes comptent des milliers de kilomètres sur des étendues arides, certaines invivables et dans ce cas lieux de passage plutôt que de vie. Le plus souvent, rien ne les signale, sinon la présence sporadique de patrouilles militaires qui surveillent la zone. En général, l'intérêt des nomades est d'éviter ces brigades pour qui le seul fait d'être présent dans ces zones est entaché de suspicion.

Les frontières ne se matérialisent que sur les grands axes de circulation, c'est-à-dire les anciennes pistes caravanières tracées en fonction des points d'eau accessibles. Ces postes frontaliers stratégiques sont contrôlés en permanence par l'armée, la police et la douane qui y sont installées à demeure. Des bâtiments officiels surmontés de drapeaux caractérisent ces lieux. Si certains postes-frontières ont été créés ex-nihilo à partir de forages profonds (par exemple Assamaka), la plupart ont été installés sur des puits creusés et fréquentés à l'origine par les nomades.

L'implantation de l'administration a attiré la fixation de petits commerçants et de jardiniers, et souvent la concentration d'aventuriers, de délinquants, de prostituées et de nomades ruinés ou réfugiés, contraints à la sédentarisation. C'est pourquoi ces lieux sont au sens double des espaces des marges. Les individus désocialisés y côtoient des

¹⁰ Voir à ce sujet par exemple la réflexion intéressante menée par R. Young, 2000.

représentants de l'ordre étatique, eux-mêmes souvent envoyés dans ces lieux déshérités pour purger une peine ou faire oublier un délit.

Pour passer les frontières, il faut être muni d'un document d'identité étatique (passeport, carte) et payer des taxes douanières, inaccessibles à la plupart des nomades. L'interdiction des caravanes commence en 1963 avec l'indépendance de l'Algérie, soucieuse de contrôler au plus près sa zone saharienne. Des mesures sont prises pour interrompre ou amoindrir les liens existant entre les Touaregs du nord, devenus algériens, et ceux du sud rattachés aux Etats sahéliens. L'enjeu sous-jacent est l'extraction du pétrole et du gaz dont les réserves les plus importantes se trouvent sur le territoire touareg du côté algérien et libyen. L'objectif est d'étouffer toute velléité de revendication communautaire, qui prendrait rapidement chez les Touaregs une extension supra-étatique. En 1963, d'ailleurs, les Kel Adagh, qui n'avaient pas pris part aux résistances contre la colonisation au début du XXe siècle, refusent d'être séparés des Kel Ahaggar rattachés désormais à l'Algérie. Leur révolte sera noyée dans le sang par l'armée malienne qui inflige des sévices terribles aux civils tandis que les insurgés réfugiés dans l'Ahaggar seront livrés aux autorités maliennes par l'Algérie révolutionnaire ¹¹.

Un système répressif du même ordre se met en place du côté nigérien à partir des années 1975, au moment où l'exploitation de l'uranium à Arlit, au nord du pays, prend de l'ampleur. Les moindres mouvements transfrontaliers sont surveillés et durement réprimés. Les arrestations arbitraires, les brutalités, les tortures, les emprisonnements sans jugement, au nom de « complots » imaginaires, s'intensifient dans ces années sombres.

La dépossession territoriale des nomades, la fragmentation et la contraction extrême de leur espace, l'interdiction de la mobilité, la destruction des ressources écologiques, la fragilisation du tissu social, précipitent dans la misère et dans l'exil des milliers de familles. Le nomadisme vécu comme protecteur ne peut plus s'exercer et se trouve remplacé par des activités bricolées assimilées à l'errance. Les déchirures affectent également le tissu social et dénouent les solidarités anciennes.

Barbelés internes et fragmentation sociale

La reconfiguration des identités au Sahara, mise en œuvre dans l'ordre étatique colonial puis post-colonial, sollicite divers registres, parfois contradictoires, qui se concurrencent

et se superposent aux grilles anciennes, sans les avoir fait totalement disparaître. Parmi les principes modernes de décodage du réel, les explorateurs puis les administrateurs coloniaux ont introduit les mythologies scientifiques occidentales du XIX^e siècle, fondées notamment sur la raciologie et l'évolutionnisme. L'idée du passé romain des Berbères ou encore la parenté imaginée des Touaregs avec les croisés de Saint-Louis, a permis par exemple d'expliquer ce qui en eux paraissait "civilisé" (comme la monogamie, la position élevée des femmes, le rapport particulier à l'islam...), en nourrissant le fantasme qu'ils pourraient être des relais conciliants de la conquête occidentale et des valeurs chrétiennes en terre d'Afrique. Ces représentations s'inversent ensuite sous l'effet des résistances opposées par les Touaregs à l'occupation coloniale. Ces derniers sont alors investis d'une altérité inquiétante et menaçante : brigands sans foi ni loi, nomades anarchiques, primitifs inconscients et impulsifs, qui ne se contentent pas de mettre en danger les autres mais également eux-mêmes. La mission coloniale se pose ainsi comme civilisatrice et protectrice.

Ces principes appliqués au Sahara ont eu pour résultat direct le blanchiment, la bédouinisation, la féodalisation et l'archaïsation des Touaregs. Dans une telle démarche, qui fait coïncider divisions raciale, sociale et culturelle, l'identité touarègue, devenue "ethnique", se trouve considérablement rétrécie. Cette interprétation exclut nombre d'anciens éléments constitutifs de l'identité touarègue, comme par exemple les individus au teint sombre (les Touaregs « nigrifiés » dit Atgier en 1907 pendant l'exposition coloniale), ou non touarégophones, ou sédentaires, ou cultivateurs, ou citoyens, ou pacifistes, ou religieux, ou tributaires ...

La production des images de "seigneurs des sables", de "pirates du désert", de "nomades guerriers d'un autre temps", de "blancs" étrangers à l'Afrique, de monde des tribus opposé au monde des lois, est prégnante dans les rapports ambigus que les Français entretiennent jusqu'à aujourd'hui avec cette population comme objet d'exotisme. Il n'y a qu'à lire les prospectus touristiques pour s'en persuader. Mais ce portrait élaboré à la période coloniale a été également revitalisé et durci par les autorités étatiques modernes, notamment en période de crise, comme dans les années 1990, lors du soulèvement armé touareg au Niger et au Mali.

L'un des principes communs qui structurent le discours dominant moderne sur les Touaregs est d'abord le déni de leur appartenance ancienne à une communauté organisée. Par exemple, le *Document de base du Gouvernement du Niger pour servir*

¹¹ Voir à ce sujet Ag Attaher Insar, 1990.

aux négociations avec la rébellion (avril 1994) affirme qu' : « il n'y a jamais eu un monde touareg uni, ni politiquement, ni économiquement ». Le corollaire de cette thèse est que cette population n'aurait par définition aucun "territoire". Les Touaregs, sous-entendu nomades, seraient des "hommes de nulle part" (*Jeune Afrique*, juillet 1994).

Ces thèses ont été largement exploitées par les autorités politiques pour prouver le caractère "illégitime" des revendications d'autonomie régionale exprimées en 1990 par les Touaregs et les Arabes du côté malien. Notons que les « Arabes » qui dans l'ordre politique ancien se trouvent liés à la confédération touarègue de la Tademekat, apparaissent, dans la relecture ethnique moderne, comme radicalement différents des Touaregs. Cette perspective prive de tout sens politique les mouvements d'insurrection en les réduisant à des "actions isolées et libertaires", qui seraient dues à des individus marginaux, coupés de leur milieu, émigrés ignorants, incultes et manipulés par des puissances étrangères :

« La rébellion repose essentiellement sur des groupes de jeunes nomades, exilés en Libye pendant les années de sécheresse, coupés de leur familles et de leur milieu social, n'ayant reçu aucune instruction ni formation professionnelle. Ces éléments ont été entretenus dans la haine contre leur mère patrie, entraînés militairement et utilisés comme mercenaires sur différents théâtres d'opérations ... » (*Livre Blanc*, Gouvernement du Mali, 1994, p. 11)

C'est en fait après la signature des premiers accords de paix en janvier 1991 au Mali et en mai 1992 au Niger que les opérations les plus meurtrières sont menées par des milices para-militaires formées et soutenues par l'armée : au Mali, Gandakoy s'en prend aux civils à peau claire ; au Niger, le Comité de Défense de Tazara (CAT), formé d'Arabes sahariens, a pour cible les Touaregs berbérophones. Ces organismes bénéficient de soutiens nationaux et internationaux : Etats arabes et musulmans (notamment Emirats du Golfe) pour le CAT et coopérations française, suisse et américaine (USAID) pour Gandakoy au Mali ainsi que pour l'association Timidria, "Fraternité", au Niger qui naîtra un peu plus tard.

Le CAT relaie à la fois l'idéologie nationaliste sur les communautés non-étatiques mais également le point de vue arabo-islamique sur les populations musulmanes non arabophones, présumées primitives et déficientes au plan religieux, linguistique, culturel, moral...

Gandakoy et Timidria se fondent sur une idéologie des races reprenant les concepts élaborés par l'anthropologie biologique du XIXe siècle. Le document de soutien au mouvement Gandakoy , intitulé « Noirs et Touareg : qui sont les racistes ? », distribué

en 1994 par la librairie Présence Africaine à Paris, en est une illustration claire. Dans cette perspective, l'Afrique apparaît divisée en deux camps irréductibles : les "négro-africains" par définition bienveillants, pacifistes, innocents, et les "leucodermes", dont la méchanceté, le racisme, la cupidité s'expliquent par leur origine étrangère. Les Berbères (et parmi eux les Touaregs "blancs") seraient en effet des "Européens" (*opus* cité, p.5). Cette interprétation réactive dans son aspect le plus caricatural le mythe berbère sur lequel s'est appuyée idéologiquement l'entreprise coloniale.

Ces thèses montrent la mondialisation d'un discours populiste et raciste, plaqué sur des réalités historiques très variées et donnant de l'efficacité à des dichotomies empruntées à d'autres sociétés. Elles font écho à la propagande de certains mouvements afro-américains qui prônent le retour à « l'authenticité », en reprenant à leur compte les théories racistes occidentales développées à leur encontre, mais en inversant les termes : les « noirs » deviennent dans ce schéma l'élément positif au contraire des « blancs ». Par ailleurs, ce discours reprend intégralement les motifs développés par l'antisémitisme européen, mais visent dans ce contexte les « Européens » que seraient les Berbères, étrangers à l'Afrique, ou encore les Arabes, qui seraient leurs complices de « race », tandis que l'assimilation est faite entre le sort des « Noirs » et celui des Juifs, en reprenant le thème de la « déportation » qu'utilisent en particulier les noirs américains, au sujet de la traite trans-atlantique¹².

Sur ce terreau s'érige une véritable doctrine de la violence qui se cristallise sur l'opposition nomades/blancs/rétrogrades/féodaux contre noirs/sédentaires/progressistes/démocrates. L'efficacité sociale de cette construction idéologique s'est traduite entre 1991 et 1996 par des violences et des tueries perpétrées contre les civils à teint clair par les miliciens Gandakoy du Mali dans la plus complète impunité. Au Niger, ces discours permettent également depuis quelques années le harcèlement juridique et moral de diverses personnalités touarègues par l'association Timidria au nom de la lutte anti-esclavagiste, cause respectable utilisée ici à des fins peu avouables. Cette idéologie - comparable à celle diffusée au Rwanda par la radio des mille collines - qui criminalise les Touaregs et les Maures se répand internationalement grâce au web et au cinéma¹³. D'autres frontières tout aussi étanches s'instaurent sous couvert de buts légitimants, exprimés à l'aide de notions incontournables dans les discours occidentaux (démocratie,

¹² Pour une analyse détaillée de ces motifs, voir Claudot-Hawad 2000.

¹³ Voir à ce sujet l'analyse des trucs du "documentaire" de B. Debord diffusé sur Arte en 2002, in Claudot-Hawad et Walentowitz, 2003.

égalité, république, éducation...) qui semblent anesthésier le sens critique des bailleurs de fond.

C'est dans ce contexte politique et idéologique tendu que les populations sahariennes et , parmi elles, les nomades, cherchent malgré tout à survivre.

Des activités pastorales de bric et de broc

Si la tentative de maintenir le nomadisme pastoral persiste, elle ne peut être aujourd'hui, du point de vue touareg, qu'un bricolage sans perspective, une improvisation vouée au hasard et privée de toute capacité d'anticipation. Les assises mêmes qui rendaient cette activité durable et profitable, sont brisées. En effet, l'économie pastorale ancienne combinant élevage extensif et commerce, ne peut s'exercer que sur un territoire vaste, accessible, parcourable et construit sur la base d'un code de gestion qui seul permet d'en préserver les ressources. Or, dans l'ordre des Etats, les territoires nomades ont été considérés comme vacants. L'absence de toute reconnaissance de droits territoriaux aux Touaregs a précipité les catastrophes écologiques.

Prenons un exemple concret. La technologie moderne permet d'aménager des puits partout où passe la nappe phréatique, même si elle est éloignée en profondeur de la surface du sol. La logique techniciste adoptée par les organismes d'aide au développement a encouragé la multiplication des points d'eau. L'idée sous-jacente à ces interventions est de considérer que le problème essentiel en milieu désertique est la rareté des points d'eau. Il suffit donc d'en créer. Cette opinion est traitée comme une évidence absolue, sans bien sûr que les intéressés soient conviés à donner leur avis. Certes, en facilitant l'accès à cette ressource, l'aménagement d'un puits supplémentaire écourte le travail lié à l'exhaure de l'eau et à l'abreuvement des troupeaux. Mais il a également pour conséquence directe de ruiner les pâturages de réserve, autrefois sauvegardés précisément grâce à leur éloignement des points d'eau, ce qui évitait leur usage en saison sèche et la dévastation des sols alentour, due au piétinement des troupeaux. Dans ces conditions, il devient impossible d'étager l'utilisation du tapis végétal en fonction du caractère éphémère ou pérenne des plantes. Aucune gestion pastorale ne peut plus s'exercer de manière rationnelle et durable. Les résultats catastrophiques à long terme de ce type d'initiative annihilent donc les avantages qu'elles semblaient présenter à court terme et finissent par compromettre l'activité pastorale elle-même.

De son côté, le commerce au long cours qui était un poumon de l'économie nomade est devenu une activité trans-étatique illégale, qui nécessite des autorisations refusées à la population. Seuls les individus qui pour des raisons diverses ont des relais dans l'appareil d'Etat (et notamment certains commerçants arabophones, Chamba en Algérie et Kunta au Niger) peuvent les obtenir et se substituent aux anciens caravaniers touaregs. Ces derniers sont contraints au contraire de pratiquer des transports clandestins, très périlleux. Beaucoup, traqués par l'armée, évitant les points d'eau pour ne pas se faire arrêter, y laissent la vie ou l'esprit¹⁴.

L'activité caravanière ancienne des Touaregs qui s'appuyait sur une organisation collective solide, permettait de minimiser les risques et offrait la possibilité à chacun de tenter sa chance en empruntant des animaux de bât s'il n'en possédait pas. Désormais obsolète, elle a été remplacée par *afrud*, c'est-à-dire la « fraude », pratiquée dans le meilleur des cas avec des véhicules à moteurs très usagés, camions ou pick up tout terrain, que les nomades ont rapidement appris à réparer avec des pièces qu'ils sont parfois contraints de confectionner eux-mêmes avec les moyens du bord. Ces chauffeurs, qui circulent individuellement pour rester discrets, sont les plus nantis. Les autres, c'est-à-dire la majorité, contournent la frontière à dos d'animal ou à pied. Des hommes en quête de travail mais aussi des familles entières, fuyant la répression et la misère et cherchant refuge chez des parents de l'autre côté de la frontière, circulent clandestinement sur les axes anciens, de Tombouctou (Mali) à Agadez (Niger), de Markoye (Burkina Faso) à Tamanrasset et Djanet (Algérie), de Tahoua (Niger) jusqu'à Ghat ou Sabha (Libye). Dans ces va-et-vient de survie, sans rentabilité évidente, beaucoup périssent.

En apparence la vie nomade semble avoir peu changé. Dans les campements, le quotidien est rythmé par les tâches pastorales. Les techniques d'élevage et de dressage pour la monte et le bât, les savoirs qu'ils impliquent sont toujours présents. Le déménagement régulier des tentes se poursuit. Certes le rayon d'action de ces déplacements s'est considérablement rétréci (par exemple, les Ikazkazen de l'Aïr dont les parcours annuels se déployaient sur une distance de 500 à 1000 kilomètres, entre la bordure occidentale de l'Aïr et Ingezam, se limitent aujourd'hui à moins de 100 kilomètres). D'autre part, le petit bétail a supplanté les troupeaux camelin ou bovin chez les familles désargentées. Les tâches d'élevage, autrefois confiées en partie aux "pauvres" et aux jeunes, sont prises en charge aujourd'hui par tous les membres de la

¹⁴ Voir notamment parmi les nombreux témoignages Elleli ag Ahar (1990) et Akli (1996).

société. Les caravanes sont devenues une entreprise de type individuel et non plus collectif.

Mais au-delà de ces transformations de surface, un changement de fond radical compromet l'existence même du nomadisme, qui ne peut plus subsister localement à cause de la déterritorialisation des habitants du désert et de la fragmentation de leur espace. Aucun droit sur le sol et sur les ressources n'est reconnu juridiquement ni aux Touaregs en général, ni aux nomades en particulier. Aucune des instances anciennes d'arbitrage et de gestion ne peut s'exercer légitimement. Aucune construction du territoire ne peut s'étendre au-delà des frontières et des micro-Etats qu'elles délimitent.

Dans ce contexte, on comprend que même les projets d'aménagement pastoral promus par les ONG, loin de soutenir le mode de vie nomade, précipitent sa disparition.

Le cadre virtuel de la mobilité nomade s'est ainsi non seulement rétréci, il s'est figé et ne permet plus à proprement parler d'être « nomade » au sens plein du terme.

Sahara : une manne pour certains seulement

Si le Sahara est aujourd'hui un lieu de marginalisation et de paupérisation pour la grande majorité de ses habitants, il représente, par contre, une véritable manne pour les nouveaux acteurs politiques et économiques de l'ordre étatique moderne.

Les ressources minérales importantes du désert en font un enjeu essentiel de l'économie internationale et nationale, avec notamment les hydrocarbures, ressource principale de l'Algérie et de la Libye, l'uranium au Niger, et à une échelle infiniment moins importante, l'or, le cuivre et autres minéraux du côté malien et burkinabè. L'eau du Sahara joue également un rôle croissant : captée par des pompes à gros débit dans les nappes phréatiques fossiles, elle sert même à l'alimentation des villes du nord (notamment Tripoli) ou à l'irrigation de grandes fermes d'Etat en Libye notamment, tandis que des oasis anciennes (Ghat par exemple) s'assèchent ; dans l'Aïr au Niger, une usine d'eau minérale privée exploite depuis peu le site d'Agharus.

La redistribution des immenses revenus tirés du sous-sol saharien n'a pourtant pas beaucoup de visibilité sur le plan local. Du côté nigérien, par exemple, les infrastructures modernes (routes, écoles, hôpitaux....) ont été développées uniquement autour du centre d'extraction de l'uranium, à Arlit, à cause des expatriés occidentaux qui y travaillent, tandis que le reste de la région est laissée complètement à l'abandon. La majorité des zones sahariennes se trouve dans le même cas, à de rares exceptions près, comme en Libye, où les Touaregs, soumis à une politique autoritaire de développement,

ont pu avoir accès à des infrastructures modernes (même si les avis sont partagés sur leur intérêt). C'est d'ailleurs dans ce pays que l'on compte le plus grand nombre de Touaregs scolarisés à haut niveau ou d'employés de l'Etat aussi bien dans l'administration, que dans les organes de sécurité intérieure comme la gendarmerie, la police, l'armée, d'accès difficile aux Touaregs des autres Etats, quand il n'est pas interdit, comme au Niger jusqu'au soulèvement armé.

Le deuxième enjeu économique fort que représente le Sahara est lié à la contrebande internationale où transitent en particulier les armes, les cigarettes américaines Marlboro et la drogue, notamment la cocaïne provenant d'Amérique du sud et destinée à l'Europe. Ces trafics s'opèrent à l'aide de moyens logistiques très importants (véhicules 4X4 neufs, liaisons radio, téléphones satellitaires, escorte armée) qui se remarquent au Sahara. Ils se déploient sur un vaste espace qui va de l'Atlantique à la mer Rouge et du Sahel à la Méditerranée. L'aisance avec laquelle ces convois armés circulent entre les frontières implique nécessairement des connivences au niveau des autorités étatiques. En fait, ces activités mafieuses mettent en scène un ensemble d'acteurs assez hétéroclite. Sur l'identité des commanditaires, invisibles, on ne peut faire que des hypothèses. Quant aux hommes de terrain, ils sont souvent évoqués dans la presse sous l'appellation vague de "bandits", terme qui a servi également à désigner les rebelles touaregs dans les années 1990, et s'applique aussi aux simples détrousseurs de route. Plus récemment, allusion a été faite à des "islamistes", et depuis peu à des "terroristes" qui seraient liés à Al-Qaïda. C'est la thèse des Etats-Unis qui sont en train de réaliser leur projet de grand Moyen-Orient en installant au Sahara des bases militaires et des antennes d'observations du côté malien, libyen, algérien, mauritanien, nigérien et tchadien. Les gens du pays qui croisent ces voyageurs d'un nouveau type dans le désert ont remarqué leur suréquipement en armes (mitraillettes et roquettes sur le toit des véhicules) et leur tactique de repliement vers les territoires algérien, mauritanien ou soudanais lorsqu'ils sont menacés. Il s'agit d'arabophones du nord associés à des Sahariens également arabophones. Les Touaregs qui ont eu affaire à eux ont été invités à écouter durant une journée des discours de sensibilisation où se mêlaient le nationalisme arabe et l'islam. Il s'agissait d'une opération de persuasion idéologique sans violence physique, contrairement à la menace de mort proférée à l'encontre des touristes qu'ils accompagnaient. Trafic illicite d'armes, de drogue et de tabac, convoyeurs islamistes, attaques d'Occidentaux, mobilité transfrontalière sans contrainte, équipement moderne et performant, sont les traits récurrents qui caractérisent ces nouveaux protagonistes

circulant au Sahara. Un exemple récent illustre l'intrication d'intérêts, en apparence contradictoires, que révèle ce type d'activités. Le journal français *Le Monde* daté du 26 mai 2004 rapporte que des rebelles du Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT) ont capturé, après la destruction de sa colonne par l'armée tchadienne, l'un des hommes les plus recherchés d'Afrique : Amari Salfi, alias Abderrazak "El Para". Cet ancien des forces spéciales algériennes est aujourd'hui à la tête d'un maquis du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). Il est soupçonné entre autres de l'enlèvement de 32 touristes européens au Sahara en 2003, dont 15 Allemands libérés contre une rançon de cinq millions d'euros. Il aurait selon Alger établi des liens avec Al Qaïda, ce qui motive le soutien des Américains aux Etats de cette zone pour lutter contre le "terrorisme". Le MDJT a proposé à Alger sa piste d'atterrissage et ses bases au Tibesti pour organiser l'exfiltration d'El Para. Mais l'Algérie n'a pris aucune décision, pas plus que la France ou les Etats-Unis également contactés, invitant seulement les rebelles toubous à passer par le gouvernement tchadien, avec lequel ils sont en conflit. Dans son enlisement même (durant quatre mois), cette affaire montre bien que les priorités politiques sont pour le moins difficiles à cerner entre intérêts internationaux et nationaux, objectifs officiels et officieux des Etats, organisations islamistes et mafias privées... Ces exemples prouvent que la circulation transsaharienne et le transfert de marchandises, aussi illégales soient-elles, sont aujourd'hui le monopole quasi-exclusif d'acteurs liés aux Etats.

Le Sahara enfin est un lieu de transit des candidats africains à l'émigration au Maghreb et en Europe. Ces clandestins, produits de la misère et des dictatures, sont le point de mire actuel d'études sociologiques et géographiques nombreuses, mises en œuvre par des programmes financés entre autres par les Etats concernés et l'Europe, pour scruter les itinéraires et les filières souvent miteuses des passeurs. A la surenchère scientifique, médiatique, politique et policière qui règne dans ce domaine correspond un mutisme total sur d'autres faits qui permettent de mieux comprendre les processus de précarisation et de dépossession territoriale des populations sahariennes. Par exemple, les trafics de drogue, de tabac et d'armes, officiellement inexistantes, le sont tout autant sur le plan scientifique.

Sortir de l'enclos

Le dilemme aujourd'hui pour les Touaregs est de retrouver des espaces carrefours qui permettent de continuer leur "nomadisme". Comme l'expriment sous des formes

imaginées les discours touaregs, l'espace saharien s'est progressivement transformé pour eux en "enclos", en "cage", en lieu d'exclusion et d'"étouffement sous une dalle". Cette « banlieuisation » est rapportée non seulement à la dépossession des droits politiques, sociaux et territoriaux, à l'érection des frontières étatiques nationales, mais également à la fragmentation multiple du tissu social, communautaire ou intercommunautaire. Dans les lignes de faille qui ont été travaillées ou fabriquées de toutes pièces au sein du nouvel ordre politique, c'est d'ailleurs moins l'idée de "frontière" ou de lieu de la différence qui pose problème que la nature particulière dont ces limites ont été dotées, c'est-à-dire la fixité et l'immutabilité.

L'identité à laquelle les « Touaregs » sont assignés aujourd'hui sur la scène des Etats les cantonne le plus souvent au rôle d'objets de musée, représentant les « derniers » nomades ou les « ultimes » spécimens d'une culture vouée à disparaître.

C'est sur ce stéréotype que s'est édifiée une nouvelle économie en pleine expansion à partir des années 1970, c'est-à-dire le tourisme et l'exploitation de l'image des « hommes bleus ». Dans ce projet, les Touaregs ont d'abord joué des fonctions subalternes (guides, chauffeurs, cuisiniers, fournisseurs de chameaux, danseurs exotiques, etc). A présent, ils essaient de conquérir ce marché en tant qu'entrepreneurs indépendants et se trouvent sur ce terrain en concurrence rude avec les promoteurs touristiques des capitales en Algérie ou en Libye et de l'Occident pour les pays sahéliens (agences françaises, suisses, belges, italiennes, espagnoles, allemandes, autrichiennes en particulier).

Les Touaregs qui y sont parvenus ont créé leur réseau de clientèle non pas localement mais en se rendant dans les grandes villes européennes et en participant eux-mêmes aux salons internationaux de tourisme. Dans leur pays, constatons qu'ils sont en butte à des contraintes administratives nombreuses (difficulté d'obtenir des licences d'agence au Niger par exemple) et souvent absurdes comme l'illustrent les conflits rocambolesques qui ont opposé au cours de l'année 2004 les Touaregs de l'Ahaggar en Algérie au préfet de région : celui-ci avait, entre autres, jugé bon d'importer de France la loi sur l'interdiction du voile dans les établissements scolaires en la transférant aux chauffeurs de taxi touaregs de Tamanrasset.

De leur côté, les artisans touaregs, mis au chômage par la paupérisation de leur société, ont réussi depuis les années 1970 une percée économique remarquable en passant de la fabrication à la distribution directe de leurs produits à l'extérieur de leur pays, d'abord dans les capitales africaines (Niamey, Bamako, Ouagadougou, Abidjan,

Lomé), puis en Europe (dans les pays francophones, mais aussi en Italie, Allemagne, Autriche, Danemark) où ils s'aventurent individuellement de plus en plus loin depuis plus de dix ans. Cependant, la rapidité de certaines réussites matérielles s'est accompagnée pour quelques-uns de bouleversements psychologiques et identitaires aux conséquences autodestructrices. La rupture avec le milieu, d'abord établie sur le plan géographique à cause de l'effondrement du marché local et du départ obligé vers les villes, s'est manifestée également sur le plan esthétique et symbolique à travers les objets fabriqués qui devaient répondre aux commandes extérieures. Elle a été suivie par une désocialisation communautaire avec, entre autres, le rejet des valeurs et des goûts du milieu d'origine, l'adoption de nouvelles pratiques sociales et en particulier matrimoniales (comme la polygamie) ou sexuelles (recours aux prostituées), des modes de consommation ostentatoire de biens "modernes" et l'usage "branché" et incontrôlé de produits excitants (drogues, alcool), précipitant certains jeunes dans la dépendance ou la mort prématurée.

D'autres activités individuelles se sont développées depuis les années 1955, nécessitant des migrations temporaires vers des lieux qui bien que distants de milliers de kilomètres autorisent pour les Touaregs les va-et-vient : travail de main d'œuvre en Algérie et en Libye soit en tant qu'ouvrier non qualifié (dans les chantiers de l'industrie pétrolière, des essais atomiques dans les années 1960 du côté algérien, de la construction de routes ou du bâtiment), soit comme berger ou jardinier. Enfin, nouvelle destination des Touaregs et en particulier des artisans de l'Aïr qui ont été parmi les premiers à investir ces routes inédites : les Etats-Unis, où ils ont finalement trouvé de l'embauche pour des travaux non qualifiés souvent pénibles. Notons que l'obtention d'un visa pour partir aux Etats-Unis, bien que le dossier exige une mise de fonds importante (80 000 Francs CFA) perdue en cas de refus (près de la moitié des dossiers), est jugée moins inaccessible qu'un visa pour la France. C'est pourquoi, de plus en plus de jeunes à la recherche d'un débouché préfèrent aujourd'hui miser directement sur l'Amérique, plutôt que sur l'Europe.

Dans la région d'origine, une source de revenus moins individualisée repose également sur la captation d'un « projet ». Celui-ci peut être promu par divers organismes extérieurs (ONG, Etats, Nations-Unies, Europe, banque mondiale, banque islamique...) avec des crédits nationaux ou internationaux qui vont apporter à certains un salaire ou des avantages en nature pour une durée déterminée. Le but du projet, souvent jugé inapproprié par les gens du lieu, semble n'avoir pas beaucoup

d'importance en soi. Ce sont ses effets salariaux qui sont visés. On remarque d'ailleurs que ces initiatives - qu'elles s'inscrivent dans une idéologie développementiste, droits-de-l'homme, culturaliste, islamiste...- recrutent généralement leur personnel local dans les mêmes milieux, extrêmement fragilisés sur le plan social, symbolique et moral, et passant d'ailleurs aisément d'un cadre à l'autre.

Ainsi, le Sahara, espace de liberté et de rêve pour les touristes, manne pour les Etats et comme le disait un Touareg pour les chômeurs occidentaux, est au contraire devenu pour ses habitants un lieu de paupérisation, d'enfermement et d'immobilisme, rendant impossible et illégal le projet nomade. La figure de l'altérité stimulante, celle qui ouvre des perspectives vers de nouveaux horizons et intègre les individus comme acteurs dans des réseaux plus larges apparaît, pour l'instant, difficile à trouver et à reconstruire dans le cadre des Etats africains ou maghrébins. Cette rencontre peut éventuellement se faire à l'échelle individuelle, mais elle n'est plus possible au plan collectif.

Pour avancer, pour retrouver un dynamisme au niveau économique, social ou culturel, il paraît indispensable aujourd'hui de délocaliser l'altérité. C'est pourquoi les nouvelles scènes d'action que recherchent les Touaregs se situent plutôt à New York, à Paris, à Londres ou à Mexico, que sur les anciennes frontières nomades ou encore dans les capitales africaines. Ce nouveau « nomadisme » s'exprime à travers les termes anciens, mais se déploie hors des périmètres saharo-sahéliens habituels. Pour les Touaregs, il incarne la continuité nomade davantage que ne le font les activités pastorales actuelles, cantonnées à des vallées surpâturées et conçues plutôt comme une forme de sédentarisation contrainte et mortelle.

Bibliographie

- ABROUS, D. (1990) Le prix de la survie ou le deuil d'un passé, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 163-181.
- (1993) Touaregs de l'Azawad, *tamurt* ou comment négocier son identité, *Cahiers de l'IREMAM* n° 4, Aix-en-Provence.
- (1996) *Temust* entre les fronts ou les contours brisés de la « targuïté », in H. Claudot-Hawad et Hawad (eds), 217-239.
- AG AHAR, E. (1990), L'initiation d'un *ashamur*, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 141-152.
- Ag Attaher Insar M. A. (1990) La scolarisation moderne comme stratégie de résistance, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 91-97.
- (1996) Les Touaregs, nageurs de l'infini, Paris: Ethnies, p. 56-60.

- Ag Elaglag, E. (1996) Porter en commun le fardeau, *Ethnies* n°20-21, Paris, p. 154-167.
- AG FONI E. (1979) *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Bremen: Ed. Borda, Musée d'Outre-Mer, 154 p.
- AKLI (1996) La révolution trahie, *Ethnies* n°20-21, Paris, p. 110-125.
- ATGIER DR (1909), Les Touaregs à Paris, *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, X, 3, p. 222-242.
- BOETSCH G., CLAUDOT-HAWAD H. & FERRIE J.N. (2002) Des Touaregs "sauvages" aux Egyptiens "urbains": les gradations de l'émotion exotique, in *Zoos humains* (Bancel N., Blanchard P. & al. eds). Paris: La Découverte, p. 142-150.
- BOETSCH G. ET FERRIE J.N. (1989) Le paradigme berbère : approche de la logique classificatoire des anthropologues français du XIX^e siècle, *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, I, 3-4, p. 257-267.
- BONTE P. ET CLAUDOT-HAWAD H. (eds), 1998. Savoirs et pouvoirs au Sahara. Formation et transformation des élites du monde nomade chez les Touaregs et les Maures, *Nomadic Peoples*, Berghahn, UK.
- CLAUDOT-HAWAD, H. (1990A) Nomades et État: l'impensé juridique, *Droit et société*, n° 15, Paris: CNRS, p. 211-222.
- (1990b) Honneur et politique, Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, Aix-en-Provence: Edisud, p. 11-47.
 - (1993a) La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique chez les Touaregs, *Cahiers de l'IREMAM*, n° 4, Aix-en-Provence.
 - (1993b) *Les Touaregs, Portrait en fragments*, Aix-en-Provence: Edisud, 204 p
 - (1994) L'évolutionnisme bien-pensant ou l'ethnologie à sens unique, *Cahiers d'études africaines*, 136, XXXIV-4, Paris, p. 673-685.
 - (1996) Personnages de l'entre-deux chez les Touaregs : l'initié, l'évadé, l'aggag, le soufi... (1996), in *Touaregs et autres Sahariens entre plusieurs mondes* (Claudot-Hawad H. ed.) Aix-en-Provence: IREMAM/Edisud, 223-238
 - (1998) La hiérarchie des savoirs et des pouvoirs dans la société touarègue précoloniale et la recomposition des rôles socio-politiques pendant la guerre anticoloniale et après la défaite, *Nomadic Peoples*, Oxford: Berghahn, 1998.
 - (2000) Captif sauvage, esclave enfant, affranchi cousin... La mobilité statutaire chez les Touaregs. in *Groupes serviles au Sahara* (Villasante-de Beauvais ed.). Paris: CNRS.
 - (2001) *Eperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*. Aix-en-Provence: Edisud.
 - (2002) Noces de vent : épouser le vide ou l'art nomade de voyager, in *Voyager d'un point de vue nomade* (Claudot-Hawad H. ed), Paris: Editions Paris-Méditerranée.
- CLAUDOT-HAWAD H., ed. (1990) *Touaregs, exil et résistance*, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* n° 57, Edisud, Aix-en-Provence, 198 p.
- 1993, *Le politique dans l'histoire touarègue*. Aix-en-Provence: Cahiers de l'IREMAM n°4.
 - 1996, *Touaregs et autres Sahariens entre plusieurs mondes*. Aix-en-Provence: IREMAM/Edisud.
- CLAUDOT-HAWAD H. ET HAWAD, eds. (1996) *Touaregs, Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Paris: Ethnies, 255p.
- CLAUDOT-HAWAD H. & WALENTOWITZ S. (2002), Maîtres et esclaves : les lentilles de l'Occident pour un Sahel en noir et blanc, in *Le Canard Libéré*, Niamey, n°116.
- DELEUZE G. & GUATTARI F. (1980) *Mille plateaux*. Paris : Minuit.
- DUMONT H., 1983, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris: Seuil.
- HAWAD (1990) La *teshumara*, antidote de l'État, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°57, p. 123-140.
- (1992) Hachis touareg pour dîners officiels, *Libération*, 12 janvier 1993.
 - (1996) Inventer nous-mêmes notre futur, *Ethnies* n°20-21, Paris, p. 168-180.
 - (1998) L'élite que nous avons voulu raccommodeur sur les cendres, *Nomadic Peoples*, Berghahn, UK, p. 84-102.
- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU NIGER, 1994. *Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion*, Niamey, Haut Commissariat à la restauration de la paix, avril 1994, 30 p. et annexes.
- PRESIDENCE DU MALI, 1994, *Livre blanc sur le « Problème du Nord » du Mali*, Bamako, déc., 183 p.
- TAYLOR, C. (1994) *Multiculturalisme. Différence et démocratie* (trad. de l'anglais), Paris: Aubier, 143 p.

- WALENTOWITZ Saskia (2003) *Enfant de Soi, enfant de l'Autre. La construction symbolique et sociale des identités à travers une étude anthropologique de la naissance chez les Touaregs (Kel Eghlal et Aytawari de l'Azawagh, Niger)*, thèse de IIIe cycle, Paris: EHESS.
- WELET HALATINE F. (1996) L'abandon des privilèges. Parcours d'une femme touarègue dans la modernité, *Ethnies* n°20-21, p. 29-38.
- YOUNG R. J. C. (1996) *Colonial Desire. Hybridity in Theory, Culture and Race*, New-York: Routledge.